



WHITE PAPER

Octobre 2017

La France se dote d'un Registre Des Bénéficiaires Effectifs Des Sociétés Et Autres Entités

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes, la France a mis en place des obligations d'identification et de déclaration des bénéficiaires effectifs des sociétés et autres entités immatriculées en France. Ces obligations ont été incorporées au droit français comme imposé aux Etats Membres par la Directive européenne 2015/849 de mai 2015. Sont concernées par ces nouvelles obligations toutes les sociétés non cotées (civiles et commerciales) et les GIE qui ont leur siège social en France, les sociétés commerciales étrangères qui ont une succursale en France, et les autres personnes morales tenues de s'immatriculer en application du droit français.

Ce *White Paper* de Jones Day présente les définitions, obligations, procédures et sanctions éventuelles associées à ces obligations de déclaration du bénéficiaire effectif.

TABLE DES MATIÈRES

Obligations d'Identification et de Déclaration des Bénéficiaires Effectifs :	1
Etendue des Obligations Concernant les Bénéficiaires Effectifs :	1
Qu'est-ce qu'un Bénéficiaire Effectif ?	1
Modalités et Délais de Déclaration de ces Bénéficiaires Effectifs :	2
Contenu de la Déclaration de Bénéficiaires Effectifs :	3
Accès à la Déclaration Déposée au Greffe :	3
Sanctions – Injonctions	4
Formulaires de Déclaration de Bénéficiaires Effectifs	4
Contacts	5
Notes	5

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la directive européenne n°2015/849 du 20 mai 2015 a imposé aux Etats membres de l'Union Européenne de mettre en place des registres nationaux des bénéficiaires effectifs des entreprises, et ce, le 26 juin 2017 au plus tard. Cette obligation a été intégrée en droit français par l'adoption de l'ordonnance n°2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (l'« Ordonnance ») et d'un décret d'application n°2017-1094 du 12 juin 2017, modifiant le Code monétaire et financier (« CMF »)¹.

En application de ces textes, les bénéficiaires effectifs des sociétés et autres entités immatriculées en France doivent désormais être identifiés et déclarés au Greffe du Tribunal de Commerce.

OBLIGATIONS D'IDENTIFICATION ET DE DÉCLARATION DES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS :

Les personnes concernées par ces nouvelles obligations sont (L.561-46 CMF) :

- toutes les sociétés (civiles et commerciales) non cotées² et groupements d'intérêt économique (GIE, GEIE), qui ont leur siège social en France et qui jouissent de la personnalité morale,
- les sociétés commerciales étrangères dès lors qu'elles ont un (ou plusieurs) établissement(s) situé(s) en France, et
- toutes les autres personnes morales qui doivent être immatriculées en droit français (par exemple certaines associations).

Compte tenu de l'exclusion des sociétés cotées du dispositif, on pourra donc se retrouver dans la situation où une société (non cotée) sera tenue de (rechercher et) déclarer son bénéficiaire effectif ultime, alors même que sa société mère qui serait une société cotée ne sera pas elle-même tenue de le faire. Les textes applicables à ce jour ne prévoient pas en effet d'exception pour les sociétés contrôlées par une société cotée, ni concernant le principe de l'obligation de déclaration du bénéficiaire effectif, ni concernant la définition dans ce cas du bénéficiaire effectif ; on aurait en effet par exemple pu imaginer que dans ce cas le bénéficiaire effectif soit présumé être la société cotée contrôlant le déclarant, les diverses

obligations de transparence applicables aux sociétés cotées (obligations de déclaration de franchissement de seuils, de révélation des pactes d'actionnaires, obligations devant figurer dans le document de référence etc) prenant le relais.

ETENDUE DES OBLIGATIONS CONCERNANT LES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS :

Les personnes concernées par ces obligations doivent (L.561-46 CMF) :

- obtenir et conserver des informations exactes et actualisées sur leurs bénéficiaires effectifs, et
- déposer au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être annexé au Registre du Commerce et des Sociétés, un document relatif au bénéficiaire effectif contenant les éléments d'identification et le domicile personnel de ce dernier ainsi que les modalités de contrôle qu'il exerce.

QU'EST-CE QU'UN BÉNÉFICIAIRE EFFECTIF ?

La définition et les modalités de détermination du bénéficiaire effectif demeurent incertaines. En effet, les nouveaux textes sur les obligations d'identification et de déclaration des bénéficiaires effectifs au Greffe du Tribunal utilisent, par renvoi, le concept de « bénéficiaire effectif » utilisé dans le cadre des dispositions du Code monétaire et financier concernant les obligations de vigilance de certains acteurs économiques à l'égard de leurs clients. L'utilisation de ces dispositions pour la détermination par les personnes concernées de leurs propres bénéficiaires effectifs, et non ceux de leurs clients, est malaisée.

Ainsi, le bénéficiaire effectif est défini comme étant la ou les **personnes physiques** (L.561-2-2 CMF) :

- soit qui contrôlent en dernier lieu, directement ou indirectement, [la société ou entité concernée], étant précisé notamment concernant les modalités de contrôle :
 - que lorsque la personne concernée est une société (R561-1 CMF) : est réputé contrôler, et donc réputé être le bénéficiaire effectif de cette société, la ou les personnes physiques qui soit détiennent, directement ou indirectement, plus de 25 pour cent du capital ou des

droits de vote de la société, soit exercent, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés,

- que lorsque la personne concernée est un organisme de placements collectifs (R561-2 CMF) : est réputé contrôler, et donc réputé être le bénéficiaire effectif de cet organisme, la ou les personnes physiques qui soit détiennent, directement ou indirectement, plus de 25 pour cent des parts ou actions de l'organisme, soit exercent un pouvoir de contrôle sur les organes d'administration ou de direction de l'organisme de placements collectifs ou, le cas échéant, de la société de gestion ou de la société de gestion de portefeuille le représentant,
- soit pour laquelle une opération est exécutée ou une activité exercée.

Le cas ci-dessus du bénéficiaire effectif qui serait la personne physique « pour laquelle une opération est exécutée ou une activité exercée », semble inadapté à l'objectif de la réglementation sur le registre des bénéficiaires effectifs. D'ailleurs, le décret du 12 juin 2017 précisant le contenu de la déclaration à déposer au Greffe ne vise que le détail des modalités de « contrôle » de la société ou entité concernée (alinéa 1 de L.561-2-2 CMF), et ne prévoit pas les informations à indiquer en cas de bénéficiaire effectif pour laquelle une opération est exécutée ou une activité exercée (alinéa 2 de L.561-2-2 CMF). Il semblerait donc qu'on pourrait écarter ce cas de la définition de bénéficiaire effectif.

L'Ordonnance prévoyait qu'un décret d'application viendrait préciser la définition du bénéficiaire effectif figurant à l'article L.561-2-2 CMF et les modalités de sa détermination figurant actuellement aux articles R.561-1 à R.561-3 CMF mais il n'a pas encore été adopté. Selon l'Association Nationale des Sociétés par Actions (« ANSA », communication n°17-020), le projet de décret en cours de préparation pourrait notamment préciser que concernant les sociétés, le « pouvoir de contrôle » ci-dessus (autre que la détention de plus de 25 pour cent du capital ou des droits de vote) pourrait renvoyer aux dispositions des 3° et 4° de l'article L.233-3 du Code de commerce, qui visent la détermination en fait des décisions en assemblée générale, et le pouvoir d'un associé de désigner et révoquer la majorité des membres des organes de direction ou de surveillance de la société.

On notera d'ailleurs, que les modèles de formulaires relatifs aux bénéficiaires effectifs proposés par Infogreffe et le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris :

- ne concernent que les déclarants sociétés, organismes de placement collectif, GIE ou associations ;
- ne prévoient pas le cas du bénéficiaire effectif qui serait la personne pour laquelle une opération est exécutée ou une activité exercée (et suit en cela le décret du 12 juin 2017, voir ci-dessus) ;
- ne prévoient comme modalités de contrôle à indiquer que les trois options suivantes : détention directe ou indirecte de plus de 25 pour cent du capital, détention directe ou indirecte de plus de 25 pour cent des droits de vote (ou concernant les GIE et associations, détention de plus de 25 pour cent des « droits »), ou exercice, par tout autre moyen, d'un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société/de l'organisme/ du GIE/de l'association ou sur l'assemblée générale des associés ou actionnaires/des membres de l'organisme/ des membres du GIE ou de l'association, reprenant ainsi fidèlement les dispositions de l'actuel article R.561-1 du CMF concernant les sociétés et pas celles des articles R.561-2 concernant les organismes de placement collectif et R.561-3 concernant les autres personnes morales.

Afin de ne pas soulever de difficultés lors de l'accomplissement de la formalité, il convient probablement de se conformer aux formulaires proposés par Infogreffe et le Greffe du Tribunal à ce stade mais il faudra, lors de la parution du décret annoncé ci-dessus, s'assurer que l'identification des bénéficiaires effectifs indiquée dans les documents qui auront été déjà déposés au Greffe demeure conforme aux textes modifiés, et dans le cas contraire, procéder à leur modification.

MODALITÉS ET DÉLAIS DE DÉCLARATION DE CES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS :

Les personnes assujetties à ces nouvelles obligations doivent déposer au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être annexé au registre du commerce et des sociétés, un document relatif au bénéficiaire effectif contenant les éléments d'identification et le domicile personnel de ce dernier ainsi que les modalités du contrôle qu'il exerce (L.561-46 et R.561-55 et R.561-56 CMF). Infogreffe

et le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris ont proposé des modèles de formulaires à cet effet, joints en Annexe.

Ce document est daté et signé par le représentant légal de la société ou de l'entité concernée.

Concernant les sociétés créées depuis le 1^{er} août 2017 : ce document doit être déposé au Greffe lors de la demande d'immatriculation au RCS ou au plus tard dans les 15 jours à compter du dépôt du dossier de demande d'immatriculation au Greffe.

Concernant les sociétés ou entités immatriculées avant le 1^{er} août 2017 : elles doivent déposer ce document au Greffe d'ici le 1^{er} avril 2018.

Un nouveau document mis à jour doit être déposé dans les 30 jours suivant tout fait ou acte rendant nécessaire la modification du document précédent (par exemple à la suite d'une cession de titres, d'un apport, d'une augmentation de capital, du déclarant ou même d'une entité qui le contrôle directement ou indirectement) au terme duquel le(s) bénéficiaire(s) effectif(s) a(ont) changé.

CONTENU DE LA DÉCLARATION DE BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS :

Ce document doit contenir, s'agissant du bénéficiaire effectif:

- les nom, nom d'usage, pseudonyme, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, adresse personnelle de la ou des personnes physiques ;
- les modalités du contrôle exercé sur la société ou l'entité juridique faisant la déclaration, déterminées conformément aux articles R.561-1, R.561-2 ou R.561-3 du CMF (Note : comme indiqué ci-dessus, les formulaires préparés par Infogreffe et le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris ne reproduisent que partiellement les dispositions actuelles de ces articles) ; et
- la date à laquelle la ou les personnes physiques sont devenues le bénéficiaire effectif de la société ou de l'entité juridique concernée.

Aux termes de l'Ordonnance, le greffier du Tribunal de Commerce devra vérifier que les informations communiquées

relatives au bénéficiaire effectif sont complètes et conformes aux dispositions législatives et réglementaires, correspondent aux pièces justificatives et pièces déposées en annexe du registre du commerce par la société ou l'entité concernée, et sont compatibles, dans le cas d'une demande de modification de la déclaration de bénéficiaire effectif, avec l'état du dossier.

En cas d'impossibilité d'identification du bénéficiaire effectif selon les critères prévus, les formulaires proposés par Infogreffe et le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris prévoient que, par défaut, c'est le représentant légal de la société ou entité déclarante qui doit être désigné bénéficiaire effectif. Cette désignation par défaut n'est pas prévue par l'Ordonnance, ni par le décret susvisé du 12 juin 2017 ; toutefois, elle est conforme aux dispositions de la directive européenne n°2015/849 du 20 mai 2015 susvisée, et au projet de décret cité par l'ANSA dans sa communication susvisée ; il semble donc que le Greffe ait anticipé l'adoption à venir de ce nouveau décret.

ACCÈS À LA DÉCLARATION DÉPOSÉE AU GREFFE :

Ce document est accessible sans restriction à un certain nombre d'administrations et d'autorités dans le cadre de leur mission (L.561-46, R.561-57 CMF) :

- autorités judiciaires,
- cellule de renseignement financier nationale,
- agents de l'administration des douanes,
- agents habilités de l'administration des finances publiques chargés du contrôle et du recouvrement en matière fiscale, et
- certaines autorités de contrôle, notamment l'APCR et l'AMF.

Les personnes assujetties à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, dans le cadre de certaines des mesures de vigilance prévues par le CMF, peuvent également demander à se voir communiquer ce document.

Enfin, il est également accessible à toute autre personne justifiant d'un intérêt légitime et autorisée à cette fin par une décision de justice qui n'est plus susceptible d'une voie de recours ordinaire.

La société ou l'entité déclarante y a également accès.

SANCTIONS – INJONCTIONS

Le fait de ne pas déposer au Greffe du tribunal le document relatif au bénéficiaire effectif ou de déposer un document comportant des informations inexactes ou incomplètes est puni (L.561-48 et L.561-49, R.561-62 et s. CMF) :

- les personnes physiques (ie le représentant légal qui est tenu d'établir et de signer la déclaration) encourent une peine de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende, et
- les personnes morales, (ie la société ou entité concernée par cette obligation de déclaration) encourent une peine d'amende de 37.500 euros.

Les personnes physiques encourent de plus les peines d'interdiction de gérer prévue à l'article 131-27 du Code pénal et de privation partielle des droits civils et civiques prévue au 2° de l'article 131-26 du Code pénal.

Les personnes morales encourent également les peines complémentaires prévues aux 1°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7° et 9° de l'article 131-39 du Code pénal qui prévoient notamment par exemple l'exclusion temporaire ou définitive des marchés publics.

Compte tenu des sanctions ci-dessus, les sociétés ou entités concernées auront intérêt à mettre en place des procédures internes d'identification de leurs bénéficiaires effectifs et à conserver les informations relatives aux mesures qui auront été prises afin de les identifier. Ainsi, en cas de refus de coopération de ses actionnaires contrôlant, ou des entités contrôlant ceux-ci directement ou indirectement, la personne tenue de faire la déclaration au Greffe sera en mesure d'établir qu'elle a été dans l'impossibilité d'identifier son bénéficiaire effectif malgré ses démarches.

En effet, bien que cette situation ne soit pas visée explicitement par le droit français en vigueur à ce jour, il semble

qu'elle est néanmoins anticipée par le Greffe de Paris qui a prévu la désignation d'un bénéficiaire effectif par défaut dans ce cas (voir ci-dessus) et le projet de décret cité par l'ANSA dans sa communication n°17-020 le vise également. La directive anti-blanchiment du 20 mai 2015, dont un ressortissant d'un Etat membre pourrait d'ailleurs se prévaloir, prévoit également cette désignation par défaut, « si après avoir épuisé tous les moyens possibles, et pour autant qu'il n'y ait pas de motif de suspicion, aucune des personnes répondant à la définition de bénéficiaire effectif n'est identifiée, ou s'il n'est pas certain que la ou les personnes identifiées soient les bénéficiaires effectifs, devra alors être déclaré comme bénéficiaire effectif : la personne physique qui occupe la position de dirigeant principal (ou «les» s'il y en a plusieurs) ».

Injonction Sous Astreinte :

Le Président du Tribunal de Commerce, agissant d'office ou sur requête du procureur de la République ou de toute personne justifiant y avoir un intérêt, peut enjoindre la société ou entité concernée de procéder au dépôt de cette déclaration, y compris éventuellement sous astreinte.

Dans les mêmes conditions, le Président du Tribunal peut désigner un mandataire chargé d'accomplir ces formalités. Si la société ou l'entité juridique concernée a désigné un commissaire aux comptes, le mandataire peut obtenir de ce dernier communication de tous renseignements nécessaires.

FORMULAIRES DE DÉCLARATION DE BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS

- [Formulaire Concernant les Bénéficiaires Effectifs d'une Société](#)
- [Formulaire Concernant les Bénéficiaires Effectifs d'un GIE ou d'une Association Immatriculée au RCS](#)
- [Formulaire Concernant les Bénéficiaires Effectifs d'un Organisme de Placement Collectif](#)

CONTACTS

Audrey Bontemps

Paris

+33.1.56.59.39.28

abontemps@jonesday.com

Anne Reffay

Paris

+33.1.56.59.39.29

areffay@jonesday.com

NOTES

- 1 Résultat d'un imbroglio législatif, les dispositions de la directive du 20 mai 2015 concernant le registre des bénéficiaires effectifs ont été transposées deux fois en droit français : une première fois le 1^{er} décembre 2016 par l'Ordonnance, avec entrée en vigueur le 1^{er} août 2017, et une seconde fois par la loi Sapin II adoptée le 9 décembre 2016 (article 139) et entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017. Ces deux textes ont chacun créé des nouveaux articles L.561-46 et L.561-47 du CMF prévoyant ce registre mais dans des termes différents. Même si l'article 139 de la loi Sapin II n'a pas été formellement abrogé, il semble admis, compte tenu notamment de la chronologie des dates d'entrée en vigueur de ces textes (celle de l'Ordonnance étant plus récente que celle de la loi Sapin II), que les dispositions issues de l'Ordonnance se sont substituées à celles de la loi Sapin II et sont donc seules en vigueur.
- 2 Ne sont en effet pas tenues par ce dispositif : « les sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé en France ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un autre pays tiers imposant des obligations reconnues comme équivalentes par la Commission européenne au sens de la directive 2013/50/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 ».

Cette publication de Jones Day ne constitue pas un conseil ou une assistance juridique sur des faits ou circonstances particuliers. Le contenu des publications est destiné uniquement à des fins d'information générale et ne peut en aucun cas être reproduit ou mentionné dans toute autre publication ou procédure sans l'accord écrit et préalable du cabinet Jones Day ; cet accord pouvant être accordé ou retiré à la discrétion du cabinet Jones Day. Tant l'envoi que la réception de cette publication ne saurait créer de relations entre le cabinet Jones Day et le destinataire de ladite publication.